

Une approche de prévention: un changement de paradigme pour le nouveau Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres.

L'année 2016 a été marquée pour l'Organisation des Nations Unies (ONU) par un nombre record de 96 millions de personnes réfugiées ou déplacées avec des besoins en aide humanitaire de 22 milliards de US \$ par année. Cette évolution n'est pas sans rapport avec un blocage au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, concernant une action déterminée pour la résolution de conflits dans certains pays, notamment en Syrie. Une des raisons majeures constitue un antagonisme exacerbé entre les Etats-Unis d'Amérique et la Russie. Au-delà d'un aspect politique et militaire, celui-ci prend une nouvelle dimension géoéconomique avec l'application de sanctions économiques dans un monde où la concurrence géopolitique entre les grandes puissances est en train de remodeler l'économie globale.

Le parcours du nouveau Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, ancien premier ministre du Portugal et Haut-Commissaire des Nations Unies aux réfugiés est connu. Il a incité sans relâche les pays riches à faire davantage pour les personnes fuyant les conflits et les désastres. Avant d'entamer sa nouvelle mission, il a mis l'accent sur un manque de capacité au sein de la communauté internationale à prévenir et résoudre les conflits.

Dès son entrée en fonction, M. Guterres a appelé le monde à faire de 2017 une année de la paix pendant laquelle les citoyens, gouvernements et dirigeants auront tout fait pour surmonter les différences. Lors d'un débat du Conseil de Sécurité de l'ONU sur la prévention des conflits et la paix durable, il a précisé que tous les partenaires des organisations régionales, des autorités religieuses à la société civile et la communauté des affaires devaient être inclus, y compris dans le support des efforts de médiation régionaux et nationaux.

Le rétablissement d'un climat de confiance au sein de l'ONU.

Pour le Secrétaire général, une telle coopération internationale pour la prévention et la paix durable dépend d'une certaine relation de confiance avec et entre les Etats membres. Une telle relation s'était fortement dégradée depuis l'intervention des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France en Lybie avec la volonté d'un changement du régime au pouvoir. M. Guterres devra établir un dialogue ouvert avec les deux autres membres permanents du Conseil de Sécurité, la Russie et la Chine, tout en tenant compte des droits de l'homme, un des trois piliers des NU. Au cours du récent débat, ces pays ont rappelé leur point de vue sur le respect de la souveraineté des Etats et la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays. La Chine est un des rares pays à ne pas avoir ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966. Le Secrétaire général devra convaincre également les Etats-Unis dont le nouveau président Donald Trump s'était montré critique vis-à-vis des Nations Unies.

Les thèmes prioritaires.

La priorité pour la paix avec une fonction de bonne gouvernance s'articule sur l'objectif 16 des objectifs de développement durables (ODD) pour la paix.

Dans un monde orienté vers une globalisation économique, les thèmes des technologies de l'information et de la communication, de l'intelligence artificielle et de l'automatisation, de l'énergie et de

la logistique des transports sont considérés comme étant d'une importance primordiale pour le futur et des investissements très élevés sont consentis en conséquences dans ces domaines.

Pour autant, le Forum économique mondial, qui est en contact avec le monde politique et celui des affaires, a effectué en 2015 un sondage sur les thèmes les plus importants pour les dix années à venir. En fait, il s'agit de thèmes majeurs promus par les Nations Unies et la société civile: les crises de l'eau, l'atténuation et l'adaptation face au changement climatique (les mesures annoncées sont insuffisantes par rapport au but poursuivi), les événements météorologiques extrêmes et les crises alimentaires (159 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de retards de croissance, ...). Ces thèmes ont un lien direct avec l'augmentation de la population mondiale (la population en Afrique pourrait doubler à l'horizon 2050), les migrations et la dégradation de l'environnement. Une action préventive paraît être particulièrement appropriée.

Le financement d'un changement de paradigme.

Un changement de paradigme avec une approche proactive de prévention et d'une paix durable à travers le monde au lieu d'une gestion rétroactive et continue de nombreux conflits et désastres constitue un rude défi de longue haleine que M. Guterres veut relever. Le principal travail pour la prévention des conflits devra être accompli par les Etats Membres eux-mêmes.

Actuellement, les opérations de maintien de la paix consomment environ 70% du budget des NU. L'Office des NU pour la réduction des risques de désastres ne dispose actuellement que d'un budget minimal d'environ 32 millions de US \$ entièrement basé sur des contributions volontaires. M. Guterres devrait établir et présenter aux Etats membres un plan d'action vers la prévention et la paix avec les thèmes prioritaires et les ressources financières nécessaires sur une base plus régulière. Ainsi, la tendance d'une augmentation continue des coûts très élevés en rapport avec la multiplication des situations de conflits perdurant et de désastres devrait pouvoir s'inverser assez rapidement. Un soutien particulier de la part de l'Europe pourrait être utile pour convaincre l'ensemble des Etats du bien-fondé de cette nouvelle démarche orientée vers la réalisation de résultats concrets non seulement pour la paix, mais aussi pour les objectifs de développement durables 2030.

André Rollinger, président de l'Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies (www.alnu.lu)